

## Journée parlementaire

## LA CHAMBRE

SEANCE DU 22 DÉCEMBRE

(Après-midi)

## Le budget des colonies

La Chambre a continué, dans sa séance d'hier après-midi, présidée par M. Fernand Bouisson, vice-président, la discussion générale du budget des colonies, commencée le matin.

Elle a entendu successivement M. Outrey, député de Cochinchine, s'expliquer sur les choses d'Indochine et notamment sur les menées communistes qui, selon lui, s'y développent, et MM. Diaz et Candace exposer les incidents survenus à la Guadeloupe lors des dernières élections législatives.

## En Indochine

M. Ernest Outrey, député de Cochinchine poursuivant son discours interrompu à la fin de la séance du matin, réclame une politique d'ensemble du Pacifique, notamment en ce qui concerne les échanges de main-d'œuvre entre l'Indochine et les colonies, et s'appuyant sur certains documents, il montre que la vague bolcheviste risque de déferler vers l'Inde, la Birmanie et l'Indochine.

Signalons tout d'abord, M. Outrey donne lecture d'un télégramme du gouverneur général d'Indochine et de la réponse du ministre :

M. Ernest Outrey. — Voici un télégramme adressé au ministre des colonies par le gouverneur général d'Indochine, M. Merin.

M. Ernest Outrey. — A quelle date ?

M. Ernest Outrey. — Le 2 novembre 1923. Il est donc antérieur...

M. Eugène Lantier. — Au 11 mai ! Il n'existe donc pas !

M. Ernest Outrey. — ...à votre arrivée au ministère. Mais je ne sache pas que la situation se soit améliorée depuis cette époque. Je pense, au contraire, qu'elle s'est singulièrement aggravée, je n'en veux pour preuve que l'attitude de Candace au mois de juillet, à quel point elle a été abusive, mais je ne puis intervenir.

Voici ce que le gouverneur général d'Indochine télégraphiait au ministre des colonies à la date du 2 novembre 1923 :

Rapprochant de vos renseignements avec les Indes relèves par votre colonie confirme la très grande activité déployée actuellement par les agitateurs antifrancophiles pour intensifier leur propagande. Leur surveillance en Europe, plus nécessaire que jamais, s'aggrave de la demande de main-d'œuvre pour les travaux de culture, ce qui les amène à multiplier les contacts avec les Indes et leurs amis avec fréquentes communications à notre service fâcheuses et agissements. Faut-il refuser ou retirer passaports pour étranger à ... ? Ici les noms d'un certain nombre d'indigènes. (Interruptions à l'extrême gauche.)

M. André Berton. — Citez ces noms !

M. Ernest Outrey. — Appareusement, vous me permettez de donner connaissance à la Chambre de la réponse à ce télégramme dont j'achève la lecture.

Faites refuser ou retirez passaport pour l'étranger à Phan Chau Trinh, à Phan Van Truong et à Nguyen Ai Quoc.

Signalons maintenant télégraphiquement retour de ce dernier, et nouvelles tentatives sortie clandestine de France. (Interruptions à l'extrême gauche. Mouvements divers.)

M. Ernest Outrey. — Voici la réponse qu'a adressée M. le ministre des colonies au télégramme du gouverneur général.

M. Ernest Outrey. — En novembre 1923.

Agitation signalée n'est pas particulière aux Annamites. Elle est entretenue par les Indes, par les agents locaux ou asiatiques résidents en France, par organe révolutionnaire Union intercoloniale, subventionné par le parti communiste et indirectement par les agents de la police.

M. Renard Jean. — Ce que vous ne dites pas, c'est que vous donnez une part de vos dividendes pour alimenter la caisse du parti communiste. (Rires à l'extrême gauche communiste.)

M. Ernest Outrey. — En ce qui concerne les Annamites dont il a été question dans le télégramme dont j'ai donné lecture, voici la réponse du ministre :

« Pris note vos recommandations concernant Phan Chau Trinh, Phan Van Truong et Nguyen Ai Quoc. Ce dernier, signalé comme devant être l'instigateur du mouvement de Russie, est s'est rendu sans passeport dans conditions exposées ma lettre 871 S.H. Impossible, après examen, refuser passeport Phan Van Truong, citoyen français, avocat cour d'appel, sans provoquer troubles, vexations, réclamation. Ligne des droits de l'homme et problème Interpellation Parlement. »

Telle est la réponse du ministre.

Ici, M. Marius Moutet, député socialiste de Lyon, interrompt. Il demande à débiter les faits :

Sous prétexte de dénoncer les prétendues menées communistes, M. Outrey a donné lecture d'un télégramme du gouverneur, dont le moins que l'on puisse dire, c'est qu'il est singulièrement mal informé des affaires de sa colonie.

Dans la colonie où quelques milliers de Français sont envoyés au milieu de millions d'indigènes, des déclarations de guerre de la part de quelques-uns de nos agents ou asiatiques résidents en France, par organe révolutionnaire Union intercoloniale, subventionné par le parti communiste et indirectement par les agents de la police, c'est qu'il est singulièrement mal informé des affaires de sa colonie.

Depuis près de vingt ans, nous sommes intervenus dans une série d'affaires de cet ordre. En 1906, notamment, Francis de Pressensé porta à la tribune l'affaire

## FEUILLETON DU Temps

DU 24 DÉCEMBRE 1924

## CHRONIQUE MUSICALE

## L'« Arlequin » à l'Opéra

Dans un ouvrage du goût le plus pur et d'une rare équilibre, le *Monde des musiciens*, M. René Dumesnil a écrit : « Verons-nous l'Opéra accueillir le mélodrame, un mélodrame non plus « à gros effets », mais vraiment lyrique. Du Musique et Poésie libre de pair et sans que l'une de ces deux Muses paraisse rabaisser l'autre en rang de servante de sa sœur ? » Il est comble ce vœu formé par M. René Dumesnil, qui cette fois prend le mot mélodrame dans son sens rigoureux. Hier, l'Académie nationale de musique a donné, avec le plus vif succès, la répétition générale d'une œuvre dont les beautés plastiques, intellectuelles et musicales répondent précisément au désir exprimé par l'auteur du *Monde des musiciens*. C'est l'« Arlequin », comédie lyrique en cinq actes et six tableaux, poème de M. Jean Sarmant, musique de M. Max d'Ollone.

Les grands enfants de la musique théâtrale avaient demandé timidement un somptueux ouvrage moderne. Et M. Jacques Rouché qui est barbu, empressé et bonhomme comme le vieux Noli s'est piqué d'honneur pour nous satisfaire. D'ill-on n'en veut, je ne me tiens pas de vous dire d'avance ce qui se passera à la première représentation de demain, 24 décembre. En ce soir de réveillon, le directeur de l'Opéra laissera choir dans la cheminée du palais Garnier un pantin merveilleusement articulé et vêtu, et pourvu des derniers perfectionnements de la mécanique poétique orchestrale et décorative l'« Arlequin ».

Je retrouve dans l'ouvrage de MM. Jean Sarmant et Max d'Ollone ceux que notre jeunesse a aimés et qu'on aime encore : notre grand maître ne renonce pas : Andersen et Ibsen, Baudelaire et Jules Laforgue, Verlaine et Maurice Maeterlinck, Chabrier et Humperdinck, Claude Debussy et Gabriel Fauré. C'est assez pour dire d'elle la précieuse qualité de ce spectacle.

Pham Chau Trinh, et c'est moi qui eus l'honneur de préparer le dossier.

Cette intervention n'aurait eu pour effet que d'entraîner la réforme complète du système judiciaire en Indochine, elle aurait au moins contribué à mieux faire comprendre la France aux indigènes.

Pham Chau Trinh était un petit mandarin qui, dans le monde des *hauts fonctionnaires* d'Indochine, nous avait reproché de vouloir nous faire des ennemis anciens boys et nos anciens interprètes.

Il fut arrêté sur le territoire d'une concession et livré à nos mêmes mandarins qui avait arrêté, le le condamnant à mort.

Nous nous honorons d'avoir sauvé Phan Chau Trinh, Et, avec lui, c'est par centaines que nous avons sauvés des indigènes condamnés dans des conditions anormales ou menacés de périr au bagne de Poulo-Condor. (Applaudissements à l'extrême gauche et à gauche.)

En 1914, sur la dénonciation d'un fonctionnaire colonial, on appliqua le carnet B à M. Phan Chau Trinh, et à M. Phan Van Truong, non confère à la cour d'appel de Paris, dans l'acte, mobilisé, j'apprends qu'ils avaient été arrêtés et transférés dans la justice militaire devant laquelle, à l'époque, l'Instruction était sévère. J'envoiyai lettre sur lettre, et n'obtiens aucun résultat.

A ce moment, je fus élu député. Je vins trouver M. Viviani, et M. Viviani exigea que les dossiers me fussent communiqués. Ils furent trouvés vides. On objecta que les véritables dossiers étaient en Indochine. Telle est, en effet, l'objection courante : on gagne ainsi le temps que l'on veut. L'usage des courriers de l'Asie, on fit venir le dossier sur lequel avait été prononcée autrefois la condamnation à mort. Il contenait cette phrase : « Quand donc pourrions-nous célébrer aussi notre fête du 14 juillet, notre fête vraiment républicaine ? »

Ces deux hommes sont restés douze mois en prison et leur affaire s'est terminée par un non-lieu.

C'est encore contre eux, contre M. Truong, naturalisé Français, et contre M. Phan Chau Trinh, ancien mandarin et retoucheur photographique, que le gouverneur général, stylé par des fonctionnaires lapins dans les bureaux, entreprenait de nouvelles poursuites en novembre dernier.

Il faut qu'il soit naturalisé, M. le ministre a demandé au gouverneur général s'il avait des objections à formuler, mais des objections précises.

Le gouverneur général a répondu qu'il ne voyait pas d'inconvénient à cette naturalisation, mais qu'il demandait à ce que l'on s'occupe de nos autres dont il a conservé le culte. Il veut seulement y aller sous la protection de la loi française.

Avec la Ligue des droits de l'homme, voilà la politique indienne que nous avons adoptée, celle que nous demandons au gouvernement de pratiquer.

Je demande qu'il soit naturalisé, M. le ministre a demandé au gouverneur général s'il avait des objections à formuler, mais des objections précises.

Le gouverneur général a répondu qu'il ne voyait pas d'inconvénient à cette naturalisation, mais qu'il demandait à ce que l'on s'occupe de nos autres dont il a conservé le culte. Il veut seulement y aller sous la protection de la loi française.

Avec la Ligue des droits de l'homme, voilà la politique indienne que nous avons adoptée, celle que nous demandons au gouvernement de pratiquer.

Je demande qu'il soit naturalisé, M. le ministre a demandé au gouverneur général s'il avait des objections à formuler, mais des objections précises.

Le gouverneur général a répondu qu'il ne voyait pas d'inconvénient à cette naturalisation, mais qu'il demandait à ce que l'on s'occupe de nos autres dont il a conservé le culte. Il veut seulement y aller sous la protection de la loi française.

Avec la Ligue des droits de l'homme, voilà la politique indienne que nous avons adoptée, celle que nous demandons au gouvernement de pratiquer.

Je demande qu'il soit naturalisé, M. le ministre a demandé au gouverneur général s'il avait des objections à formuler, mais des objections précises.

Le gouverneur général a répondu qu'il ne voyait pas d'inconvénient à cette naturalisation, mais qu'il demandait à ce que l'on s'occupe de nos autres dont il a conservé le culte. Il veut seulement y aller sous la protection de la loi française.

Avec la Ligue des droits de l'homme, voilà la politique indienne que nous avons adoptée, celle que nous demandons au gouvernement de pratiquer.

Je demande qu'il soit naturalisé, M. le ministre a demandé au gouverneur général s'il avait des objections à formuler, mais des objections précises.

Le gouverneur général a répondu qu'il ne voyait pas d'inconvénient à cette naturalisation, mais qu'il demandait à ce que l'on s'occupe de nos autres dont il a conservé le culte. Il veut seulement y aller sous la protection de la loi française.

Avec la Ligue des droits de l'homme, voilà la politique indienne que nous avons adoptée, celle que nous demandons au gouvernement de pratiquer.

Je demande qu'il soit naturalisé, M. le ministre a demandé au gouverneur général s'il avait des objections à formuler, mais des objections précises.

Le gouverneur général a répondu qu'il ne voyait pas d'inconvénient à cette naturalisation, mais qu'il demandait à ce que l'on s'occupe de nos autres dont il a conservé le culte. Il veut seulement y aller sous la protection de la loi française.

Avec la Ligue des droits de l'homme, voilà la politique indienne que nous avons adoptée, celle que nous demandons au gouvernement de pratiquer.

Je demande qu'il soit naturalisé, M. le ministre a demandé au gouverneur général s'il avait des objections à formuler, mais des objections précises.

Le gouverneur général a répondu qu'il ne voyait pas d'inconvénient à cette naturalisation, mais qu'il demandait à ce que l'on s'occupe de nos autres dont il a conservé le culte. Il veut seulement y aller sous la protection de la loi française.

Avec la Ligue des droits de l'homme, voilà la politique indienne que nous avons adoptée, celle que nous demandons au gouvernement de pratiquer.

Je demande qu'il soit naturalisé, M. le ministre a demandé au gouverneur général s'il avait des objections à formuler, mais des objections précises.

Le gouverneur général a répondu qu'il ne voyait pas d'inconvénient à cette naturalisation, mais qu'il demandait à ce que l'on s'occupe de nos autres dont il a conservé le culte. Il veut seulement y aller sous la protection de la loi française.

Avec la Ligue des droits de l'homme, voilà la politique indienne que nous avons adoptée, celle que nous demandons au gouvernement de pratiquer.

Je demande qu'il soit naturalisé, M. le ministre a demandé au gouverneur général s'il avait des objections à formuler, mais des objections précises.

Le gouverneur général a répondu qu'il ne voyait pas d'inconvénient à cette naturalisation, mais qu'il demandait à ce que l'on s'occupe de nos autres dont il a conservé le culte. Il veut seulement y aller sous la protection de la loi française.

Avec la Ligue des droits de l'homme, voilà la politique indienne que nous avons adoptée, celle que nous demandons au gouvernement de pratiquer.

Je demande qu'il soit naturalisé, M. le ministre a demandé au gouverneur général s'il avait des objections à formuler, mais des objections précises.

Le gouverneur général a répondu qu'il ne voyait pas d'inconvénient à cette naturalisation, mais qu'il demandait à ce que l'on s'occupe de nos autres dont il a conservé le culte. Il veut seulement y aller sous la protection de la loi française.

Avec la Ligue des droits de l'homme, voilà la politique indienne que nous avons adoptée, celle que nous demandons au gouvernement de pratiquer.

Je demande qu'il soit naturalisé, M. le ministre a demandé au gouverneur général s'il avait des objections à formuler, mais des objections précises.

Le gouverneur général a répondu qu'il ne voyait pas d'inconvénient à cette naturalisation, mais qu'il demandait à ce que l'on s'occupe de nos autres dont il a conservé le culte. Il veut seulement y aller sous la protection de la loi française.

Avec la Ligue des droits de l'homme, voilà la politique indienne que nous avons adoptée, celle que nous demandons au gouvernement de pratiquer.

Je demande qu'il soit naturalisé, M. le ministre a demandé au gouverneur général s'il avait des objections à formuler, mais des objections précises.

Le gouverneur général a répondu qu'il ne voyait pas d'inconvénient à cette naturalisation, mais qu'il demandait à ce que l'on s'occupe de nos autres dont il a conservé le culte. Il veut seulement y aller sous la protection de la loi française.

Avec la Ligue des droits de l'homme, voilà la politique indienne que nous avons adoptée, celle que nous demandons au gouvernement de pratiquer.

Je demande qu'il soit naturalisé, M. le ministre a demandé au gouverneur général s'il avait des objections à formuler, mais des objections précises.

Le gouverneur général a répondu qu'il ne voyait pas d'inconvénient à cette naturalisation, mais qu'il demandait à ce que l'on s'occupe de nos autres dont il a conservé le culte. Il veut seulement y aller sous la protection de la loi française.

Avec la Ligue des droits de l'homme, voilà la politique indienne que nous avons adoptée, celle que nous demandons au gouvernement de pratiquer.

Je demande qu'il soit naturalisé, M. le ministre a demandé au gouverneur général s'il avait des objections à formuler, mais des objections précises.

Le gouverneur général a répondu qu'il ne voyait pas d'inconvénient à cette naturalisation, mais qu'il demandait à ce que l'on s'occupe de nos autres dont il a conservé le culte. Il veut seulement y aller sous la protection de la loi française.

Avec la Ligue des droits de l'homme, voilà la politique indienne que nous avons adoptée, celle que nous demandons au gouvernement de pratiquer.

Je demande qu'il soit naturalisé, M. le ministre a demandé au gouverneur général s'il avait des objections à formuler, mais des objections précises.

Le gouverneur général a répondu qu'il ne voyait pas d'inconvénient à cette naturalisation, mais qu'il demandait à ce que l'on s'occupe de nos autres dont il a conservé le culte. Il veut seulement y aller sous la protection de la loi française.

Avec la Ligue des droits de l'homme, voilà la politique indienne que nous avons adoptée, celle que nous demandons au gouvernement de pratiquer.

Je demande qu'il soit naturalisé, M. le ministre a demandé au gouverneur général s'il avait des objections à formuler, mais des objections précises.

Le gouverneur général a répondu qu'il ne voyait pas d'inconvénient à cette naturalisation, mais qu'il demandait à ce que l'on s'occupe de nos autres dont il a conservé le culte. Il veut seulement y aller sous la protection de la loi française.

Avec la Ligue des droits de l'homme, voilà la politique indienne que nous avons adoptée, celle que nous demandons au gouvernement de pratiquer.

Je demande qu'il soit naturalisé, M. le ministre a demandé au gouverneur général s'il avait des objections à formuler, mais des objections précises.

Le gouverneur général a répondu qu'il ne voyait pas d'inconvénient à cette naturalisation, mais qu'il demandait à ce que l'on s'occupe de nos autres dont il a conservé le culte. Il veut seulement y aller sous la protection de la loi française.

Avec la Ligue des droits de l'homme, voilà la politique indienne que nous avons adoptée, celle que nous demandons au gouvernement de pratiquer.

Je demande qu'il soit naturalisé, M. le ministre a demandé au gouverneur général s'il avait des objections à formuler, mais des objections précises.

Le gouverneur général a répondu qu'il ne voyait pas d'inconvénient à cette naturalisation, mais qu'il demandait à ce que l'on s'occupe de nos autres dont il a conservé le culte. Il veut seulement y aller sous la protection de la loi française.

Avec la Ligue des droits de l'homme, voilà la politique indienne que nous avons adoptée, celle que nous demandons au gouvernement de pratiquer.

Je demande qu'il soit naturalisé, M. le ministre a demandé au gouverneur général s'il avait des objections à formuler, mais des objections précises.

Le gouverneur général a répondu qu'il ne voyait pas d'inconvénient à cette naturalisation, mais qu'il demandait à ce que l'on s'occupe de nos autres dont il a conservé le culte. Il veut seulement y aller sous la protection de la loi française.

Avec la Ligue des droits de l'homme, voilà la politique indienne que nous avons adoptée, celle que nous demandons au gouvernement de pratiquer.

Je demande qu'il soit naturalisé, M. le ministre a demandé au gouverneur général s'il avait des objections à formuler, mais des objections précises.

Le gouverneur général a répondu qu'il ne voyait pas d'inconvénient à cette naturalisation, mais qu'il demandait à ce que l'on s'occupe de nos autres dont il a conservé le culte. Il veut seulement y aller sous la protection de la loi française.

Avec la Ligue des droits de l'homme, voilà la politique indienne que nous avons adoptée, celle que nous demandons au gouvernement de pratiquer.

Je demande qu'il soit naturalisé, M. le ministre a demandé au gouverneur général s'il avait des objections à formuler, mais des objections précises.

Le gouverneur général a répondu qu'il ne voyait pas d'inconvénient à cette naturalisation, mais qu'il demandait à ce que l'on s'occupe de nos autres dont il a conservé le culte. Il veut seulement y aller sous la protection de la loi française.

Avec la Ligue des droits de l'homme, voilà la politique indienne que nous avons adoptée, celle que nous demandons au gouvernement de pratiquer.

Je demande qu'il soit naturalisé, M. le ministre a demandé au gouverneur général s'il avait des objections à formuler, mais des objections précises.

Le gouverneur général a répondu qu'il ne voyait pas d'inconvénient à cette naturalisation, mais qu'il demandait à ce que l'on s'occupe de nos autres dont il a conservé le culte. Il veut seulement y aller sous la protection de la loi française.

Toutefois, le préfet de police et le préfet de la Seine sont tout disposés à faire utiliser pour les valeurs de leur administration le pare-boue qui nous a été reconnu le 1<sup>er</sup> mai.

Les médecins de théâtre. — Moins aride qu'un sujet financier, la question soulevée par M. Paul Fleuret sur l'« extra-ordinaire délibération » prise par la commission mixte des théâtres en faveur de la suppression des médecins de théâtre dans les établissements de spectacles, retient fort longtemps les instants du Conseil. Le fait que M. Fleuret a qualifié cette décision d'extraordinaire, indique qu'il est favorable au maintien du médecin de théâtre, dont il proclame l'utilité absolue, appuyée sur un certain nombre d'exemples.

De son côté, M. Emile Massard, qui, à la commission, avait soutenu la même thèse que M. Fleuret, explique que ladite commission, à l'unanimité, a décidé de ne pas intervenir pour la suppression d'ailleurs très sérieuses, contre l'obligation, pour les directeurs de théâtre, de mettre tous les soirs un fantassin à la disposition d'un médecin. D'autre part, M. Calmel démontre qu'il est indispensable que les théâtres aient non seulement à leur disposition un médecin, mais aussi une boîte de pansements et une salle convenable pour recevoir les malades.

Enfin, le préfet de police se déclare partisan de la solution qui consiste à imposer à tous les directeurs de spectacles l'obligation d'assurer le service médical par la présence effective d'un médecin. Les détails d'organisation se régleront par la suite, dans la chambre de M. Herriot, d'ailleurs à l'unanimité pour le maintien du statu quo régnant par M. Fleuret.

Les groupements professionnels aux Halles. — En réponse à une question de M. Ambroise Rendu, le préfet de police explique, textes en main, que les droits de propriétaires producteurs de produits groupements agricoles — sont admis à vendre sur le carreau des Halles.

Le conseil supérieur de l'office national des pupilles de la nation. — Le conseil supérieur de l'office national des pupilles de la nation, présidé par M. le ministre de l'Instruction publique, a tenu sa séance du 22 décembre.

Dès l'ouverture de la séance, M. François Albert, à l'occasion d'un vœu émis par des présidents de sections permanentes, résolu au congrès de Cahors, a tenu à affirmer le droit du gouvernement d'exercer un contrôle effectif sur l'action des offices départementaux. Dans un discours vivement applaudi, il a exposé l'impérieuse nécessité du contrôle financier et moral de son département sur une institution qui touche à toutes les questions d'éducation et d'apprentissage.

Le docteur Renault a exposé le fonctionnement du sanatorium modèle d'Orléans (Pyrénées-Orientales), destiné à recevoir les enfants atteints de tuberculose, à l'exception des tuberculeux pulmonaires. A ce propos, le docteur Renault a fait observer que la majorité des tuberculeux de six à douze ans, ressortissent au traitement hélio-aquatique tel qu'il est pratiqué au sanatorium d'Orléans.

Le conseil supérieur a émis ensuite le vœu qu'une disposition législative intervienne le plus rapidement possible pour permettre aux offices départementaux de venir en aide aux pupilles de la nation ayant atteint leur majorité.

Le général chinois Hsu en France. — A bord de l'*Amazone*, courrier d'Extrême-Orient, qui vient d'arriver à Marseille, se trouve le général chinois Hsu, plus connu sous le nom de « Petit Hsu », sa famille et son secrétaire, M. Lam. Le général Hsu, qui a pris une part active aux derniers événements de Chine, servant tantôt sous les ordres de Tchang Kai-chek, tantôt de Tchang Kwei-ling, est venu en France pour se reposer. On lui a offert un dîner à Shanghai, et c'est là qu'il s'embarqua pour l'Europe. Il se rend à Paris et à Londres où il compte séjourner environ six mois.

Le conseil supérieur a émis ensuite le vœu qu'une disposition législative intervienne le plus rapidement possible pour permettre aux offices départementaux de venir en aide aux pupilles de la nation ayant atteint leur majorité.

Le conseil supérieur a émis ensuite le vœu qu'une disposition législative intervienne le plus rapidement possible pour permettre aux offices départementaux de venir en aide aux pupilles de la nation ayant atteint leur majorité.

Le conseil supérieur a émis ensuite le vœu qu'une disposition législative intervienne le plus rapidement possible pour permettre aux offices départementaux de venir en aide aux pupilles de la nation ayant atteint leur majorité.

Le conseil supérieur a émis ensuite le vœu qu'une disposition législative intervienne le plus rapidement possible pour permettre aux offices départementaux de venir en aide aux pupilles de la nation ayant atteint leur majorité.

Le conseil supérieur a émis ensuite le vœu qu'une disposition législative intervienne le plus rapidement possible pour permettre aux offices départementaux de venir en aide aux pupilles de la nation ayant atteint leur majorité.

Le conseil supérieur a émis ensuite le vœu qu'une disposition législative intervienne le plus rapidement possible pour permettre aux offices départementaux de venir en aide aux pupilles de la nation ayant atteint leur majorité.

Le conseil supérieur a émis ensuite le vœu qu'une disposition législative intervienne le plus rapidement possible pour permettre aux offices départementaux de venir en aide aux pupilles de la nation ayant atteint leur majorité.

Le conseil supérieur a émis ensuite le vœu qu'une disposition législative intervienne le plus rapidement possible pour permettre aux offices départementaux de venir en aide aux pupilles de la nation ayant atteint leur majorité.

Le conseil supérieur a émis ensuite le vœu qu'une disposition législative intervienne le plus rapidement possible pour permettre aux offices départementaux de venir en aide aux pupilles de la nation ayant atteint leur majorité.

Le conseil supérieur a émis ensuite le vœu qu'une disposition législative intervienne le plus rapidement possible pour permettre aux offices départementaux de venir en aide aux pupilles de la nation ayant atteint leur majorité.

Le conseil supérieur a émis ensuite le vœu qu'une disposition législative intervienne le plus rapidement possible pour permettre aux offices départementaux de venir en aide aux pupilles de la nation ayant atteint leur majorité.

Le conseil supérieur a émis ensuite le vœu qu'une disposition législative intervienne le plus rapidement possible pour permettre aux offices départementaux de venir en aide aux pupilles de la nation ayant atteint leur majorité.

Le conseil supérieur a émis ensuite le vœu qu'une disposition législative intervienne le plus rapidement possible pour permettre aux offices départementaux de venir en aide aux pupilles de la nation ayant atteint leur majorité.

Le conseil supérieur a émis ensuite le vœu qu'une disposition législative intervienne le plus rapidement possible pour permettre aux offices départementaux de venir en aide aux pupilles de la nation ayant atteint leur majorité.

Le conseil supérieur a émis ensuite le vœu qu'une disposition législative intervienne le plus rapidement possible pour permettre aux offices départementaux de venir en aide aux pupilles de la nation ayant atteint leur majorité.

Le conseil supérieur a émis ensuite le vœu qu'une disposition législative intervienne le plus rapidement possible pour permettre aux offices départementaux de venir en aide aux pupilles de la nation ayant atteint leur majorité.

Le conseil supérieur a émis ensuite le vœu qu'une disposition législative intervienne le plus rapidement possible pour permettre aux offices départementaux de venir en aide aux pupilles de la nation ayant atteint leur majorité.

Le conseil supérieur a émis ensuite le vœu qu'une disposition législative intervienne le plus rapidement possible pour permettre aux offices départementaux de venir en aide aux pupilles de la nation ayant atteint leur majorité.

Le conseil supérieur a émis ensuite le vœu qu'une disposition législative intervienne le plus rapidement possible pour permettre aux offices départementaux de venir en aide aux pupilles de la nation ayant atteint leur majorité.

Le conseil supérieur a émis ensuite le vœu qu'une disposition législative intervienne le plus rapidement possible pour permettre aux offices départementaux de venir en aide aux pupilles de la nation ayant atteint leur majorité.

Le conseil supérieur a émis ensuite le vœu qu'une disposition législative intervienne le plus rapidement possible pour permettre aux offices départementaux de venir en aide aux pupilles de la nation ayant atteint leur majorité.

Le conseil supérieur a émis ensuite le vœu qu'une disposition législative intervienne le plus rapidement possible pour permettre aux offices départementaux de venir en aide aux pupilles de la nation ayant atteint leur majorité.

Le conseil supérieur a émis ensuite le vœu qu'une disposition législative intervienne le plus rapidement possible pour permettre aux offices départementaux de venir en aide aux pupilles de la nation ayant atteint leur majorité.

Le conseil supérieur a émis ensuite le vœu qu'une disposition législative intervienne le plus rapidement possible pour permettre aux offices départementaux de venir en aide aux pupilles de la nation ayant atteint leur majorité.

Le conseil supérieur a émis ensuite le vœu qu'une disposition législative intervienne le plus rapidement possible pour permettre aux offices départementaux de venir en aide aux pupilles de la nation ayant atteint leur majorité.

Le conseil supérieur a émis ensuite le vœu qu'une disposition législative intervienne le plus rapidement possible pour permettre aux offices départementaux de venir en aide aux pupilles de la nation ayant atteint leur majorité.

Le conseil supérieur a émis ensuite le vœu qu'une disposition législative intervienne le plus rapidement possible pour permettre aux offices départementaux de venir en aide aux pupilles de la nation ayant atteint leur majorité.

Le conseil supérieur a émis ensuite le vœu qu'une disposition législative intervienne le plus rapidement possible pour permettre aux offices départementaux de venir en aide aux pupilles de la nation ayant atteint leur majorité.

Le conseil supérieur a émis ensuite le vœu qu'une disposition législative intervienne le plus rapidement possible pour permettre aux offices départementaux de venir en aide aux pupilles de la nation ayant atteint leur majorité.